

Direction Générale des Douanes et Droits
Indirects
Sous-direction des finances et des achats
Bureau achats
11, rue de deux communes
93558 Montreuil Cedex

AFFAIRE SUIVIE PAR :
BUREAU ACHATS

À Montreuil, le 24 juillet 2026

Demande d'informations

Objet : Demande d'informations concernant le projet d'acquisition, de maintenance et prestations associées de scanners mobiles à rayons X à haute énergie

Date de remise des réponses au plus tard : 18 août 2026 à 23h59

Publication : Plateforme des Achats de l'État - PLACE

Les opérateurs économiques pourront répondre à tout ou partie du besoin ci-après décrit.

SOMMAIRE

1. Objet de la demande d'informations

2. Contexte

3. Modalités de réponses

3.1. Présentation des réponses

3.2. Exploitation des réponses

3.3. Sécurité et protection des données

4. Questions

4.1. Questions de disponibilité du moyen

4.2. Questions d'ordre technique

4.3. Questions d'ordre opérationnel / utilisation

4.4. Questions sur la formation et la maintenance du moyen

4.5. Questions sur l'affaire et l'organisation commerciale

4.6. Responsabilité Sociale et Environnementale

5. Information sur l'entreprise

5.1. Identification de l'entreprise

5.2. Classification

5.3. Chiffres d'affaires

5.4. Certifications qualité et environnementales

5.5. Compétences et savoir-faire

5.6. Clients

Demande d'informations

1. Objet de la demande d'informations

La présente " Demande d'informations " a pour objectif principal de fournir à la Direction générale des douanes et droits indirects des informations relatives à un projet d'acquisition ou location, de maintenance et de prestations associées de scanners mobiles à conteneurs et véhicules à rayons X à haute énergie.

Cette demande d'information ne saurait constituer un quelconque engagement de l'administration à lancer ultérieurement une opération sur le même objet. Réciproquement, les réponses à la demande d'informations ne constitueront pas des engagements contractuels ou précontractuels de la part de leurs auteurs. L'administration sollicite, via la présente demande d'informations, des avis des opérateurs économiques et non des offres.

Aucun opérateur répondant à cette demande d'informations ne pourra prétendre à une rémunération ou indemnisation pour les réponses apportées.

Les opérateurs sont informés du fait que ces réponses pourront être utilisées par l'administration pour préparer d'éventuelles consultations ultérieures. Dans le cas où la réponse de l'opérateur comporterait des données sensibles, celles-ci devront être dûment identifiées conformément aux dispositions de l'article 3.3. infra.

Les réponses seront utilisées pour alimenter les bases de données des fournisseurs de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Les opérateurs économiques pourront répondre à tout ou partie du besoin ci-après décrit.

Dans l'hypothèse où ils répondraient sur l'ensemble du besoin décrit dans le présent document, ils sont invités à préciser leur capacité à y répondre seul ou en partenariat, en indiquant si possible les partenaires sur lesquels ils pourraient alors s'appuyer pour le satisfaire.

Les modalités de réponses à la demande d'informations sont définies au paragraphe 3.1. du présent document.

2. Contexte

La douane française est composée d'environ 18 000 agents, garante de l'administration de la marchandise, est chargée d'assurer la protection du territoire, des citoyens et des intérêts économiques et financiers nationaux ou communautaires. Parmi les missions lui incombant, figure le contrôle des marchandises entrant et circulant au sein de l'espace de libre échange, que ce soit via les façades maritimes françaises métropolitaines et des outre-mers, ou le réseau routier national. Cependant, ces façades et voies terrestres se révèlent être, pour les organisations criminelles, les points d'entrée privilégiés de marchandises illégales telles que les contrefaçons, les produits stupéfiants ou leurs précurseurs, et toutes autres marchandises non-réglementaires, le tout dans un contexte voyant une croissance accrue des flux logistiques globaux.

Au regard de cette situation, la Douane Française se doit de réaliser des contrôles permettant d'endiguer ce phénomène, et ce, tout en se conformant aux exigences de fluidité du commerce mondial, de mise en concurrence des façades maritimes européennes et des itinéraires commerciaux, concurrence imposant une durée d'immobilisation des marchandises et des moyens de transport la plus courte possible.

Pour ce faire, le déploiement de dispositifs tels que ceux de type scanner mobile spécial (SMS) en 2027, entrant dans le cadre du Plan Douane Massif (PDM) et du projet de loi RIPOST, constituerait une réponse particulièrement adaptée à ces contraintes.

Cette typologie d'outil doit donc permettre à la Douane Française de :

- réaliser des contrôles des conteneurs maritimes secs et détecter des potentielles fraudes, et ce, via une meilleure profondeur d'analyse que les dispositifs de type Scanner Mobile à Basse intensité (SMBI) ; des conteneurs frigorifiques (reefer) en analysant les groupes froids, et ainsi détecter les zones de dissimulation de marchandises illégales.

- réaliser un gain de temps dans le passage des conteneurs via une amélioration du taux de contrôle des

flux ;

- réaliser des contrôles routiers de conteneurs et de camions, et détecter les potentielles fraudes, les produits stupéfiants et autres contrefaçons pouvant y être dissimulées.

Enfin, ces dispositifs pourraient également être déployés pour le contrôle de transports routiers ou véhicules légers à l'entrée et sortie des grands ports.

Par ailleurs, au titre de l'utilisation de cet équipement spécifique, sont également nécessaires des prestations associées telles que la maintenance préventive, la maintenance corrective, la maintenance adaptative et la maintenance évolutive de ces équipements, et ce, tant de leur partie matérielle que de leur partie logicielle . Vient également se greffer une prestation de formation des agents sur le matériel acquis.

Le besoin de la DGDDI vise les prestations suivantes:

- La fourniture de scanners mobiles à rayons X à haute énergie, en version châssis camion et/ou en version remorque ;
- L'intégration d'un dispositif de radioprotection conforme aux exigences réglementaires et aux normes applicables (ASNR) ;
- La connectivité sécurisée au réseau douanier et l'interfaçage pour la remontée et la transmission des images en temps réel (format UFF ou DICOS) ainsi que des logs de l'ensemble du système et accessoires ;
- La maintenance préventive et corrective, en métropole et dans les DROM ;
- La formation à l'utilisation des scanners et à l'analyse d'image ;
- La location des scanners, avec ou sans option d'achat, le cas échéant.

Le calendrier souhaité est une livraison pour 2027 principalement et 2028 en cas de difficultés éventuelles à préciser.

3. Modalités de réponses

3.1. Présentation des réponses

Des réponses ne portant que sur une partie de la demande, pourront être apportées.

Toute information complémentaire aux questions, notamment tirée de l'expérience d'opérations similaires, sera la bienvenue.

Dans l'hypothèse où les opérateurs économiques ne couvriraient pas seuls l'ensemble du besoin, il leur est demandé de se rapprocher de leurs potentiels sous-traitants pour répondre aux différentes questions relevant de leur expertise. Les opérateurs agissant avec des sous-traitants devront succinctement décrire l'organisation qui leur paraît nécessaire pour la réalisation du projet.

Chaque entreprise fournissant une réponse, est invitée à désigner nommément une personne qui sera le point de contact de la société auprès du bureau des achats FIN 2 de la DGDDI.

Les réponses seront transmises au plus tard pour le **18 août 2026** sur support numérique avec des fichiers lisibles via PLACE. Les réponses sont attendues en langue française.

Les éventuelles questions et demandes de précisions pourront être transmises via PLACE.

3.2. Exploitation des réponses

Il pourra être proposé aux entreprises qui auront répondu de faire une présentation de leurs réponses. Les présentations pourront avoir lieu soit dans les locaux de la DGDDI à Montreuil, soit dans les locaux des entreprises, soit en audio ou visioconférence.

3.3. Sécurité et protection des données

La DGDDI s'engage à ne communiquer les éléments de réponse fournis par chaque société qu'aux personnes directement concernées et ayant besoin d'en avoir connaissance.

De plus, si l'entreprise souhaite communiquer à l'administration des informations confidentielles, celles-ci seront regroupées dans une annexe dûment identifiée. L'entreprise devra alors préciser la nature exacte de la restriction d'utilisation associée qu'elle souhaite voir appliquer par la DGDDI.

4. QUESTIONS

Si des estimations financières sont fournies, elles doivent être accompagnées des hypothèses utilisées par l'opérateur économique pour leur élaboration.

4.1. Questions d'ordre technique

{Q01}	Commercialisez-vous actuellement des scanners mobiles à rayons X à haute énergie répondant au besoin décrit à l'article 2 du présent document ? Merci de préciser la ou les technologies employées (transmission, rétrodiffusion / backscatter, bi-énergie) ainsi que la puissance en MeV des appareils Pouvez-vous nous en présenter les principales caractéristiques techniques ?
{Q02}	Quelles sont les perspectives d'évolution mineures et majeures techniques de vos scanners à court ou moyen terme ?
{Q03}	Pourriez-vous nous faire part de l'encombrement du dispositif dans son entièreté (porteur et partie scanner - dimensions en longueur, largeur, hauteur de caisse de chaque véhicule, dimensions du bras articulé, poids du véhicule porteur, puissance de la motorisation, les dimensions (repliées et déployées), la puissance (MeV), la technologie utilisée, le type et la résolution de l'écran opérateur, ainsi que le gabarit de la zone de scan (hauteur et largeur admissibles). Vous pouvez fournir une fiche technique de vos

	moyens.
{Q04}	Quelles sont les modalités d'utilisation de vos camions scanners pour les contrôles sur zone portuaire et les contrôles sur zone routière (zone de déploiement, contraintes de périmètre selon normes ASNR, temps de préparation avant utilisation, etc.) ? Quel est le rayon d'action de rayonnement de ces items ? Pourriez-vous nous détailler les contraintes et restrictions liées au déploiement du dispositif ? Quelles sont les exigences de radioprotection associées à votre système (zonage, dimensions de la zone d'exclusion, barrières de détection / infrarouge, distances de sécurité, dosimétrie, surveillance) au regard de la réglementation ASNR ?
{Q05}	Pour chaque scanner mobile que vous proposez, disposez-vous, et/ou éventuellement vos partenaires, d'une autorisation fabricant délivrée par l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) ? Dans l'éventualité où cela ne serait pas le cas, avez-vous entamé les démarches pour obtenir cette autorisation ? Si oui, pouvez-vous indiquer une date prévisionnelle d'obtention ?
{Q06}	Quelle est la hauteur minimale/maximale du scan (champ du scan) ? Le véhicule est-il en capacité de scanner tous types de véhicules (camions et véhicules de tourisme) et de conteneurs ? Merci de préciser la capacité à contrôler les conteneurs de 20, 40 et 45 pieds (classiques, citernes, réfrigérés, flatrack / hors gabarit), ainsi que les ensembles routiers et les véhicules, et de confirmer l'analyse du chargement sur toute sa largeur.
{Q07}	Quelle est la vitesse maximale de résistance au vent du dispositif ? Comment le système est-il conçu pour résister aux contraintes portuaires et routières de manière générale (air salin, vent, poussières, pluie, fonctionnement 24/7, poids des conteneurs, exposition prolongée à l'ensoleillement, plage de température météorologique min/max, etc...) ?
{Q08}	Combien de personnels peut accueillir le dispositif ? Quelle est la surface de travail prévue pour accueillir ces derniers (exprimée en m²) ? Quelles sont les mesures de protection associées au dispositif permettant de sécuriser le périmètre d'intervention, tant pour les personnels opérants que pour les personnes contrôlées ?
{Q09}	Quel est le taux de pénétration minimum/maximum en mm équivalence acier ?
{Q10}	Quelles sont les performances de vos scanners en termes de : ◦ résolution spatiale et résolution de fil ; ◦ discrimination des matériaux ; ◦ capacité à traverser des cargaisons denses et des matériaux à Z élevé ; ◦ détection de stupéfiants dissimulés dans des cargaisons denses ?
{Q11}	Comment le système est-il alimenté en énergie (groupe électrogène embarqué, raccordement au réseau / shore power) ? Quelle est l'autonomie en mode scan sur carburant, et quelle est la consommation énergétique moyenne (kW ou l/h) en fonctionnement nominal ?
{Q12}	Quels sont la durée moyenne d'un scan, les vitesses de scan et la productivité théorique et opérationnelle (conteneurs ou véhicules par heure) ? Sous quelles hypothèses la cadence opérationnelle est-elle garantie ? Sur la route ? dans un contexte portuaire réel ? Une configuration de contrôle impliquant le déploiement conjoint et automatisé de plusieurs scanners est-elle possible lors d'un même contrôle ? Ce cadencement et configuration sont-ils également atteignables et réalisables dans un contexte de contrôle routier réel ?
{Q13}	Quels sont les modes de scan disponibles (drive-by / passage du portique au-dessus de l'objet, mode portail, mode sans conducteur) ?
{Q14}	Le système permet-il de scanner un conteneur posé directement au sol, ou celui-ci doit-il être surélevé (sur châssis ou plateforme) ? Le cas échéant, merci de préciser la hauteur minimale requise et la hauteur de partie basse du conteneur risquant de ne pas être imagée.
{Q15}	Pour ce qui relève de l'imagerie, pourriez-vous nous préciser les caractéristiques relatives au rendu de chaque typologie d'image rendue (Méthode de numérisation, fidélité de l'image, résolution, format, etc.) ? Le système permet-il la remontée en temps réel des images vers le réseau des douanes

	(liaison filaire ou sans fil) ? Quels dispositifs de sécurité des données sont prévus ?
{Q16}	Disposez-vous d'images de scan déjà labellisées et fournies avec le scanner ? Est-il possible d'accéder à une telle base d'images centralisée et requêtable depuis le scanner ? Si oui, par quels moyens (connexion internet sans fil, réseau cellulaire, etc.) ?
{Q17}	Quelle est la ou les solutions logicielles que vous utilisez dans le cadre de l'utilisation de ce dispositif ? Est-elle interfaçable avec le réseau des douanes ? Pouvez-vous nous en transmettre un descriptif technique ?
{Q18}	Quels sont les outils d'aide à l'analyse intégrés au système (détection assistée, intelligence artificielle) ? Merci de préciser les types de détection proposés (objets, armes, stupéfiants, unités réfrigérées, matières à Z élevé), le niveau d'automatisation, les taux de détection et de faux positifs annoncés, ainsi que les prérequis techniques et d'intégration.
{Q19}	Vos équipements disposent-ils d'une option permettant d'obtenir une traçabilité entre le conteneur ou le véhicule, l'image scannée et le contrôle ?
{Q20}	Au-delà des images, le système permet-il la remontée et la supervision de l'état de fonctionnement du dispositif (disponibilité, journaux d'exploitation, alarmes, boîte noire) ? Merci de préciser les données disponibles et les modalités de transmission sécurisée.
{Q21}	Pouvez-vous fournir les serveurs nécessaires au système informatique et en préciser les prérequis (surface, refroidissement, puissance électrique) ? Avec quelles réglementations votre solution est-elle compatible en matière de cybersécurité (NIS2, etc.) ? Quelles sont les perspectives d'évolution technique de vos scanners (imagerie, système, ergonomie) à courte et moyenne échéance ?
{Q22}	Combien d'agents sont nécessaires pour opérer le dispositif ? Des équipements de protection individuelle (EPI) sont-ils requis pour les opérateurs ? Si oui, lesquels et pour quelles raisons de radioprotection ?
{Q23}	En mode sans conducteur, quels dispositifs de sécurité sont prévus (capteurs de détection de présence humaine, arrêt d'urgence, coupure des émissions) ? L'opérateur est-il exposé à un rayonnement, et à quelle distance opère-t-il ?
{Q24}	Quelles sont les contraintes d'implantation du système : emprise au sol de la zone d'opération (m2) avec et sans murs de protection radiologique, besoin éventuel d'un bâtiment ou d'un abri, exigences de génie civil et de portance des sols ?
{Q25}	Le moyen peut-il circuler sur le réseau routier public (y compris les ponts) sans autorisation particulière, notamment au regard de son poids (PTAC) ? Quelles sont les contraintes éventuelles ?
{Q26}	Quelle est la motorisation, la source énergétique des véhicules composant le dispositif (porteur + dispositifs de scanning – exprimée en CV et en KW en fonctionnement nominal) ? Le système impose-t-il de faire rouler régulièrement le véhicule (régénération du filtre à particules, mise en sécurité du moteur) même en usage sédentarisé ? Merci de préciser la fréquence et la durée nécessaire. Une motorisation alternative (électrique ou hybride) est-elle proposée pour s'affranchir de cette contrainte d'encrassement ?
{Q27}	Le moyen peut-il circuler sur le réseau routier public (y compris les ponts) sans autorisation particulière, notamment au regard de son poids (PTAC) ? Quelles sont les contraintes éventuelles ?
{Q28}	Quelle est l'autonomie du système en fonctionnement (durée et/ou nombre de scans) ? Le système se met-il en sécurité ou s'arrête-t-il à un certain niveau de carburant (par exemple à la moitié ou au quart du réservoir) ? Des alertes de niveau de carburant sont-elles prévues ?
{Q29}	Proposez-vous une configuration au format remorque pouvant être alimentée par raccordement au secteur (shore power) plutôt que par un groupe électrogène diesel embarqué, notamment pour un usage sédentarisé ? Merci de préciser les prérequis d'alimentation électrique.
{Q30}	Quelles dispositions (traitement anticorrosion, indices de protection, électronique

	tropicalisée) garantissent la tenue du système, notamment de sa partie électronique et informatique, en environnement chaud, très humide et salin (outre-mer), y compris en période cyclonique (vent) ?
{Q31}	Comment le système est-il conçu pour résister aux conditions environnementales des DROM (températures élevées de 35 à 40 degrés Celsius, forte humidité, air salin, poussière) ? Quelle est la plage de température de fonctionnement garantie, en particulier la température maximale ? Un dispositif de refroidissement ou de climatisation est-il nécessaire ?
{Q32}	Quelles sont les conditions de stockage requises pour le moyen (plages de température et d'humidité admissibles, ventilation ou climatisation, alimentation électrique) ? Ces normes sont nécessaires pour dimensionner les locaux de stockage dans les territoires ultramarins (environnements chauds et humides).
{Q33}	Quelles sont les durées de vie moyenne et maximale du dispositif que vous commercialisez ?
{Q34}	Quelles sont les fonctions de base intégrées dans le véhicule : aussi bien pour la partie scanner que la partie radioprotection/ASN : caméras, signalétiques sonores et/ou lumineuses ?
{Q35}	Quelles sont les fonctionnalités, services et accessoires fournis en option ? Pourriez-vous nous les détailler ?
{Q36}	Quelles sont les qualifications des techniciens amenés à intervenir sur ces matériels ? Quelle en est leur expérience quant à ce type de matériel ? Comment sont-elles maintenues ? Ont-ils eu l'occasion de travailler cette typologie de dispositifs ?
{Q37}	Pour ce qui relève de la formation des personnels de l'administration amenés à utiliser le camion SMS que vous commercialisez, dispensez-vous une formation à l'attention de ces derniers ? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous en préciser la durée moyenne et les autres modalités associées (déroulé, lieux d'exécution, répartition théorie/pratique, moyens techniques et humains, supports utilisés, modalités d'évaluation, etc.) ?
{Q38}	Pour ce qui relève du traitement et analyse de l'image, proposez-vous des formations, notamment avec des cas pratiques ? Au titre de l'utilisation de ces matériels, proposez-vous d'autres formations ? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous en préciser la teneur (déroulé, lieux d'exécution, répartition théorie/pratique, moyens techniques et humains, supports utilisés, modalités d'évaluation, etc.) ?

4.2. Questions d'ordre opérationnel

{Q39}	Pourriez-vous nous décrire votre chaîne d'approvisionnement ? Est-elle déployée à un niveau national ou international ? (décrire la nature de vos activités, localisation de vos infrastructures de production, de distribution, de maintenance, de stockage des véhicules et autres accessoires, parties prenantes et délais associés pour chaque étape (prestataires logistiques associés notamment)) Disposez-vous des implantations dans les départements d'outre-mer ? Dans la négative, disposez-vous de partenaires locaux dans ces territoires spécifiques ?
-------	---

4.3. Questions sur le périmètre d'intervention France métropolitaine

{Q40}	Quel est votre délai de fabrication pour un, trois, cinq véhicules commandés simultanément ? Quel en est le délai d'aménagement ? De livraison ? Votre chaîne de production est-elle en mesure de fabriquer plusieurs véhicules en même temps ? A cet effet, pourriez-vous nous présenter un calendrier de déploiement et la volumétrie associée pour une livraison de cinq camions au maximum pour la fin d'année 2027 ?
{Q41}	Quel est le délai de commande raisonnable, et ce, pour chaque hypothèse d'achat susmentionnée ? Les délais minimaux en cas de commandes réalisées en urgence ?

{Q42}	Disposez-vous d'ores et déjà de véhicules en stock prêts à être l'emploi, et ce, dès émission d'un bon de commande au sortir de la notification d'un support juridique? Dans l'affirmative, ces véhicules nécessiteront-ils une configuration spécifique DGDDI avant livraison et, le cas échéant quel en serait le délai ? Pourriez-vous nous en préciser le type ?
{Q43}	Les tests des véhicules que vous commercialisez sont-ils réalisés en vos locaux (en mode FAT - Factory Acceptance Test), ou exclusivement sur notre site après livraison du produit (en mode SAT - Site Acceptance Test) ? Disposez-vous d'ores et déjà de véhicules prêts à être testés ?
{Q44}	Etes-vous en mesure de livrer cinq camions avant la fin de l'année 2027 ?
{Q45}	Quel est niveau de disponibilité sur lequel votre société est en mesure de s'engager pour la solution complète (scanner et système IT associé, transitique, radioprotection et systèmes associés) ?
{Q46}	Quelles sont les typologies de maintenance que vous prévoyez dans le cadre du suivi des deux véhicules (porteur et scanner), tant sur la partie matérielle que système ? Prévoyez-vous de la maintenance évolutive, adaptative ?
{Q47}	Quel rythme de maintenance préventive proposez-vous suite à l'achat d'un camion SMS ? Pouvez-vous nous en préciser les types et modalités d'exécution associées (périodicité, délai de prévenance, etc.) ? Pouvez-vous décrire l'architecture de maintenance de votre solution par niveaux (niveau 1 courant réalisable par les agents, niveaux 2 et 3 par vos équipes ou partenaires) ? Merci de préciser pour chaque niveau les opérations, la périodicité et la durée d'immobilisation associée (notamment l'immobilisation annuelle pour révision)
{Q48}	Quels sont les délais d'intervention de vos techniciens en cas de panne, tant sur la partie porteur que scanner (partie physique et partie système) ?
{Q49}	Pour ce qui relève des pièces de rechange, êtes-vous en mesure de constituer un stock au niveau local ? Quel est votre délai de réapprovisionnement moyen quant à ces dernières ?

4.4. Questions sur le périmètre d'intervention DROM-COM

{Q50}	Quels sont les délais raisonnables de commande de camions SMS pour les DROM-COM ? En cas d'urgence, quels seraient les délais de commande associés spécifiques à ces DROM-COM ?
{Q51}	Pour ce qui relève de la livraison des camions, êtes-vous en mesure de livrer ces derniers dans les territoires spécifiques suivants : ■ Départements & Régions d'Outre-Mer : – Guyane ; – Guadeloupe ; – Martinique ; – Réunion ; – Mayotte. ■ Collectivité d'Outre-Mer : – Polynésie française ; – Nouvelle-Calédonie.
{Q52}	Pour chacun des territoires précités, pourriez-vous nous faire part des délais de livraison minimaux d'expédition et de livraison effective sur place ?
{Q53}	Quel rythme de maintenance préventive proposez-vous suite à l'achat d'un camion SMS ? Pouvez-vous nous en préciser les types et modalités d'exécution associées (périodicité, délai de prévenance, etc.) ? Pouvez-vous décrire l'architecture de maintenance de votre solution par niveaux (niveau 1 courant réalisable par les agents, niveaux 2 et 3 par vos équipes ou partenaires) ? Merci de préciser pour chaque niveau les

	opérations, la périodicité et la durée d'immobilisation associée (notamment l'immobilisation annuelle pour révision).
{Q54}	Pour chacun des territoires précités, disposez-vous d'une équipe de maintenance dédiée pour le suivi des équipements ? Pourriez-vous alors nous en préciser l'organisation ainsi que les modalités d'intervention ?
{Q55}	Des maintenances et mises à jour à distance sont-elles envisageables ? Si oui, lesquelles donc ? Pourriez-vous en préciser la teneur, le déroulé et la fréquence ?
{Q56}	Quels sont les délais d'intervention de vos techniciens en cas de panne, tant sur la partie porteur que scanner (partie physique et partie système) ?
{Q57}	Disposez-vous d'un site ou plusieurs sites de pièces de rechange associés à ces territoires, et ce, pour ce qui relève des pièces de rechanges ? Pourriez-vous nous en décrire l'organisation ? Préciser les délais d'approvisionnement des pièces. Êtes-vous en mesure de constituer un stock local de pièces de rechange dans chaque territoire ultramarin, en particulier pour les pièces critiques dont l'indisponibilité immobilise le moyen ?
{Q58}	Pour ce qui relève des conditions commerciales de vente, êtes-vous en mesure de proposer et d'assurer une fourniture du matériel selon l'incoterm DDP (toutes taxes comprises : octroi de mer, taxes, traitement DELTA, etc.) ?
{Q59}	Dans le cas de figure d'une expédition d'un camion SMS, dans les DROM-COM, disposez-vous de transitaires locaux pour assurer l'arrivée des marchandises ?

4.5. Questions sur l'organisation commerciale

{Q60}	Assurez-vous d'ores et déjà fourni des prestations similaires (en tout ou partie) pour d'autres organisations (étatiques ou privées) ? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous donner quelques exemples ? Disposez-vous d'un retour d'expérience ?
{Q61}	Pour ce qui relève des modalités de commercialisation de vos matériels : sont-ils commercialisés en Location avec Option d'Achat (LOA), en Location Longue Durée (LLD), ou en acquisition directe ?
{Q62}	Quel serait le prix moyen ou la fourchette de prix tout compris, et ce, pour chaque mode de commercialisation proposé (acquisition, maintenance préventive, maintenance corrective, formations, etc.) ? Pour ce faire, pourriez-vous le décomposer par item ?
{Q63}	Afin de satisfaire le besoin présenté, sauriez-vous nous faire part de l'organisation que vous compteriez le cas échéant mettre en place (en propre/cotraitance/sous-traitance) ? A ce titre, pourriez-vous nous préciser, le cas échéant, les moyens/fonctions que vous estimeriez comme sous-traitables ?
{Q64}	Porteriez-vous un intérêt à fournir en totalité ou en partie les prestations évoquées au préambule du présent document, et ce, dans le cadre d'une potentielle procédure de marché public ? En combien de temps seriez-vous en capacité de réaliser une offre commerciale complète découlant du besoin exprimé ?
{Q65}	Le cas échéant, cet intérêt est-il lié à certaines conditions (quantité à fournir, exigences techniques, calendrier, durée de l'engagement contractuel, mode d'acquisition, etc.) ?
{Q66}	Quel est selon vous le nombre minimum de moyens à acquérir qui vous permettrait de proposer des offres économiquement rentables ?
{Q67}	Dans l'hypothèse où vous avez déjà concouru à des consultations d'entités étatiques, quelles sont les difficultés que vous avez pu rencontrer, le cas échéant, dans la compréhension du besoin exprimé ?
{Q68}	Quels sont les facteurs générateurs de coûts associés à la production et la distribution des équipements présentés dans le présent document ?
{Q69}	En cas d'acquisition des équipements, quelles sont les modalités de relatives à la garantie que vous proposez à votre clientèle, et ce, au titre de ce matériel (obligatoire ou non obligatoire, exclusions, etc.) ?

4.6. Responsabilité Sociale et Environnementale

{Q70}	Quel est votre degré d'expertise dans le domaine du développement durable ? Quels sont les moyens humains et techniques dédiés à cette thématique au sein de votre organisation ?
{Q71}	Quelle est votre politique en matière de reprise et de traitement de vos matériels en fin de vie ? Merci de préciser les modalités pratiques (collecte, transport, recyclage, destruction, valorisation).
{Q72}	Disposez-vous d'une démarche qualité ? Merci de détailler votre réponse.
{Q73}	Quelles actions concrètes mettez-vous en œuvre dans le cadre de votre démarche environnementale (réduction des émissions, éco-conception, gestion des déchets, recours aux énergies renouvelables, optimisation logistique, etc.) ?
{Q74}	Votre politique de référencement et de sélection de fournisseurs intègre-t-elle des objectifs de développement durable ou d'achat responsable (norme ISO 20400) ? (labels et certifications, décarbonation, approche cycle de vie, sobriété énergétique, soutien aux filières française ou européenne, etc.)
{Q75}	Êtes-vous sensibilisé aux dispositifs d'insertion par l'activité économique (IAE) et avez-vous déjà engagé des actions ou investi dans ce domaine, notamment dans le cadre de l'exécution de marchés publics (clauses sociales, partenariats avec structures d'insertion, recrutement de publics éloignés de l'emploi, etc.) ?

5. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

5.1. Identification de l'entreprise

Raison sociale: _____	
Adresse N° _____ Rue : _____ Localité : _____ Code Postal : _____ Pays : _____	Contact mandaté dans l'entreprise pour répondre à la DGDDI Nom et Prénom : _____ Fonction : _____ Téléphone portable : _____ Téléphone fixe : _____ Courriel : _____

5.2. Classification

Petite et Moyenne Entreprise (PME) ☐ oui ☐ non

Entreprise de taille Intermédiaire (ETI) ☐ oui ☐ non

Grande Entreprise (GE) ☐ oui ☐ non

5.3. Chiffres d'affaires

Quels ont été vos Chiffres d'Affaires (CA), Résultat Net Comptable (RNC), et Effectifs moyens sur les 3 derniers exercices ? Que représente le CA dans ce domaine d'activité par rapport au CA total de la société ?

Année	C.A. en €uros	Part du CA attribuée à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects/CA total de la société (en%)	Résultat Net Comptable (RNC) en €uros	Effectifs moyens

5.4. Certifications qualité et environnementales

L'entreprise présentera toutes les certifications qu'elle jugera nécessaire, normes ISO, etc.

5.5. Compétences et savoir faire

L'entreprise pourra, à défaut de remplir cette partie, joindre une présentation plaquette de ses activités.

5.6. Clients

Citez, si possible, vos principaux clients et précisez la part que chacun d'entre eux occupe dans votre chiffre d'affaires, des deux dernières années

Nom du client	Secteur industriel	Nombre d'années de relation avec le client	Part du CA du client dans le CA total (en%)

Citez vos éventuelles références avec d'autres ministères :
